



Cellule d'analyse européenne

Proposition de DIRECTIVE établissant un cadre pour le redressement et la résolution des défaillances d'établissements de crédit et d'entreprises d'investissement COM(2012)280

Synthèse

Compte tenu de la crise financière, il est nécessaire que les pouvoirs publics disposent d'instruments qui leur permettent d'intervenir rapidement et en temps voulu auprès des établissements de crédit faibles ou défaillants tout en limitant autant que possible l'impact sur le système financier et en veillant à ce que les créanciers et les actionnaires supportent une part adéquate des pertes. Cette proposition de directive vise à éviter ou à liquider de manière ordonnée les faillites d'institutions financières et d'entreprises d'investissement dans le cadre européen. Les États membres sont invités à créer, à cette fin, des collèges d'autorités de résolution. Cette proposition prévoit également des garanties et des mécanismes de compensation pour les actionnaires. Le délai accordé pour formuler un avis de subsidiarité expire le 29 septembre 2012.

Contexte :

Dans la COMMUNICATION DE LA COMMISSION du 20 octobre 2010 intitulée « Doter l'UE d'un cadre de gestion des crises dans le secteur financier » (COM(2010)579), la Commission européenne a déjà exposé les lignes directrices de sa politique de gestion et de résolution des crises dans le secteur financier.

Cette communication indique que la Commission européenne « considère que ce cadre de résolution des défaillances, conjugué aux pouvoirs de prévention qui permettent de simplifier les structures juridiques et commerciales des entreprises dans les cas où une résolution serait impossible autrement, permettra aux autorités de résolution de gérer les défaillances de toutes les institutions qui en relèvent, quelle que soit leur taille et leurs interconnexions, sans compromettre la stabilité financière ».

Déposée le 7 juin 2012, cette proposition de directive de la Commission européenne vise à prévenir ou à liquider de manière ordonnée les faillites bancaires.

Cette proposition de l'Union européenne s'inscrit dans le cadre de la proposition d'**« union bancaire »**. Il s'agit d'un élément constitutif du rapport sur une intégration économique et monétaire plus poussée incluant une union bancaire proposée par M. Van Rompuy, président du Conseil européen, au cours du Conseil européen des 28-29 juin 2012.

SOMMAIRE:

	Commentaire
Objectif	<ul style="list-style-type: none"> - Prévention des défaillances bancaires (prévention) - Intervention précoce; - Liquidation ordonnée des défaillances bancaires.
La mise en place de pouvoirs de résolution = plusieurs compétences juridiques exercées par les autorités dans le cadre de l'application des instruments de résolution. (Art. 5 à 13)	<ul style="list-style-type: none"> - le pouvoir de transférer à une autre entité, par exemple un établissement de crédit ou un établissement-relais, dans un souci de continuité, les actions ou les actifs, créances ou engagements de l'établissement défaillant, - le pouvoir de déprécier ou d'annuler ses actions, le pouvoir de convertir ou de déprécier les créances dont il fait l'objet, - le pouvoir de remplacer sa direction et le pouvoir d'imposer un moratoire temporaire sur le paiement des créances.
Préparation + Prévention (Art. 23 – 26)	<ul style="list-style-type: none"> - élaboration de plans de redressement par les banques, - élaboration de plans de résolution par les autorités de surveillance financière
Intervention précoce	Restructuration obligatoire
En cas de menace de défaillance (Art. 31 – 63)	<ul style="list-style-type: none"> - vente de l'entreprise sans l'accord des actionnaires, - regroupement des activités essentielles au sein d'un établissement-relais / banque-relais, - séparation des actifs et regroupement des actifs médiocres ou peu performants au sein d'une banque résiduelle, - recapitalisation par le secteur privé.
Création de Collèges d'autorités de résolution (Art. 3) (Art. 27)	<ul style="list-style-type: none"> - Ces collèges rassembleraient des représentants des autorités de surveillance nationales et des autorités nationales chargées de la résolution. - L'Autorité bancaire européenne (EBA) jouerait au sein de ces collèges un rôle de médiation (bien que contraignant), au moyen de pouvoirs délégués.
Financement des instruments de résolution (Art. 90 – 99)	<p>Comment?</p> <ul style="list-style-type: none"> - Par la création de fonds (nationaux). Une contribution obligatoire est demandée aux banques, en fonction de leurs obligations et de leur profil de risque. - Les 27 systèmes de garantie des dépôts pourront en outre octroyer des financements pour la protection des petits déposants.
Garanties et mécanismes de compensation pour les actionnaires	Principe: les intéressés ne peuvent subir de pertes supérieures à celles qu'ils auraient encourues si l'établissement avait été liquidé selon le régime d'insolvabilité applicable.

Le délai de transposition de la directive expirerait le 31 décembre 2014. Pour les dispositions relatives au renflouement interne, le délai de transposition est fixé au 1^{er} janvier 2018.

Fondement juridique

L'article 114 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE), qui traite du marché intérieur et de l'approbation de règles levant des entraves au fonctionnement du marché intérieur.

Commission(s) compétente(s):

- Commission des Finances;
- Commission Droit commercial et économique

Autorités fédérales compétentes:

- SPF Finances;
- FSMA (*Financial Services and Markets Authority*), anciennement CBFA;
- Banque nationale

Cadre interne belge :

Cette proposition de directive vise à modifier la directive 2001/24/CE sur la liquidation, les directives sur le droit des sociétés¹ et le Règlement 1093/2010 (c'est-à-dire le Règlement relatif à l'Autorité bancaire européenne)

Plusieurs de ces directives ont donné lieu à des modifications du Code des sociétés.

Avis de subsidiarité

À l'heure actuelle, les mesures destinées à combattre les crises bancaires sont organisées à l'échelle nationale et très divergentes. L'existence de différences entre les procédures nationales en matière de résolution fait peser des risques sur la stabilité financière. La Commission européenne estime que des mesures nationales ne suffiront pas à elles seules à atteindre les objectifs fixés par la directive, à savoir l'harmonisation de la réglementation et des procédures en vue de faciliter la résolution ordonnée des faillites bancaires.

Le délai pour émettre un avis de subsidiarité expire le 29 septembre 2012.

Dans le cadre du dialogue politique avec la Commission européenne (l'initiative Barroso), il est toujours possible de transmettre des remarques relatives à ce document à la Commission européenne. Cette communication n'est pas soumise à un délai.

Pour en savoir plus :

Texte de la proposition de directive COM(2012)280

<http://www.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20120280.do>

<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2012:0280:FIN:FR:PDF>

¹ Directives 77/91/CE (constitution de la société anonyme), 2002/47/CE (concernant les contrats de garantie financière en ce qui concerne les systèmes liés et les créances privées), 2004/25/CE (offres publiques d'acquisition), 2005/56/CE (fusions transfrontalières des sociétés de capitaux), 2007/36/CE (l'exercice de certains droits des actionnaires de sociétés cotées) et 2011/35/UE (fusions des sociétés anonymes).

Texte de la COMMUNICATION DE LA COMMISSION du 20 octobre 2010 « Doter l'UE d'un cadre de gestion des crises dans le secteur financier » (COM(2010)579) :

<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2010:0579:FIN:FR:HTML>

Commentaire de la Commission européenne concernant « l'Union bancaire » :

<http://europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=MEMO/12/413&format=HTML&aged=0&language=EN&guiLanguage=en>

Descripteurs Eurovoc:	Union européenne, Directive CE, Banque, Activité bancaire, Marché intérieur, Politique bancaire, Reprise économique, Récession économique, Stabilisation économique, Institution financière, intervention financière, Ajustement structurel
------------------------------	---

Rédaction: Roeland Jansoone, conseiller, tél. 02/549.80.93, roeland.jansoone@dekamer.be



Europese analysecel

Voorstel voor een RICHTLIJN tot vaststelling van een kader voor crisherstel en -afwikkeling van kredietinstellingen en beleggingsondernemingen COM(2012)280

Synthese:

Als gevolg van de financiële crisis is het noodzakelijk dat de overheden over instrumenten beschikken die toelaten om snel en tijdig in te grijpen in zwakte of faillerende kredietinstellingen, waarbij ze tezelfdertijd de impact op het financiële systeem tot een minimum beperken en ervoor zorgen dat de schuldeisers en aandeelhouders een passend deel van de verliezen dragen. Dit voorstel van richtlijn beoogt het in Europees verband voorkomen of ordelijk afwikkelen van faillissementen van kredietinstellingen en beleggingsondernemingen. De lidstaten worden uitgenodigd hiertoe afwikkelingscolleges in het leven te roepen. Het voorstel voorziet tevens in garanties en compensatiemechanismen voor aandeelhouders. De termijn om een subsidiariteitsadvies te formuleren, verstrijkt op 29 september 2012.

Context

In de MEDEDELING VAN DE COMMISSIE van 20 oktober 2010 "Een EU-kader voor crisisbeheersing in de financiële sector" (COM(2010)579) heeft de Europese Commissie al de hoofdlijnen aangegeven van haar beleid op het gebied van crisisbeheersing en – afwikkeling in de financiële sector.

In deze mededeling stelde de Europese Commissie dat "een afwikkelingskader, in combinatie met de preventiebevoegdheden die ertoe strekken juridische en zakelijke structuren te vereenvoudigen in gevallen waarin een onderneming anders niet kan worden afgewikkeld, de afwikkelingsautoriteiten in staat zal stellen het faillissement van alle instellingen die onder het kader vallen, ongeacht hun omvang en verwevenheid, te beheren zonder dat de financiële stabiliteit in gedrang komt".

Met dit voorstel van richtlijn, ingediend op 7 juni 2012, beoogt de Europese Commissie de preventie of het ordelijk afwikkelen van bankfaillissementen.

Dit EU-voorstel is onderdeel van de voorgestelde "bankenunie". Deze is onderdeel van het rapport over een diepere economische en monetaire integratie met de bankenunie, dat tijdens de Europese Raad van 28-29 juni 2012 werd voorgesteld door Europees Raadsvoorzitter Van Rompuy.

INHOUD:

	Toelichting
Doel	<ul style="list-style-type: none"> - Het voorkomen van bankfaillissementen (preventie) - Vroegtijdige interventie; - Een ordelijke afwikkeling van bankfaillissementen.
Het opzetten van afwikkelingsbevoegdheden = verschillende juridische bevoegdheden die door de autoriteiten worden uitgeoefend als zij de afwikkelingsinstrumenten inzetten. (Art. 5 t.e.m. 13)	<ul style="list-style-type: none"> - de bevoegdheid om aandelen, activa, vorderingen of verplichtingen van een zwakke of faillerende bank over te dragen naar een andere entiteit zoals een andere financiële instelling of een overbruggingsbank (ter wille van de continuïteit); - de bevoegdheid om aandelen van een zwakke of faillerende bank af te waarderen of in te trekken, of schulden af te schrijven of om te zetten; - de bevoegdheid om het directieorgaan te vervangen en de bevoegdheid om de betaling van schuldvorderingen tijdelijk op te schorten.
Voorbereiding + Preventie (Art. 23 – 26)	<ul style="list-style-type: none"> - opstellen van herstelplannen door banken - opstellen van afwikkelingsplannen door financiële toezichthouders
Vroegtijdige interventie	verplichte herstructurering
Ingeval van dreigend faillissement (Art. 31 – 63)	<ul style="list-style-type: none"> - verkoop van de onderneming, zonder instemming van de aandeelhouders; - onderbrenging van essentiële activiteiten in een bruginstelling / overbruggingsbank, - afsplitsing van activa en onderbrenging van de ondermaatse of slecht presterende activa in een 'bad bank', - herkapitalisatie door de particuliere sector.
Oprichting van afwikkelingscolleges (Art. 3)(Art. 27)	<ul style="list-style-type: none"> - In deze colleges zouden de nationale toezichthouders en de nationale autoriteiten die belast zijn met de afwikkeling, vertegenwoordigd zijn. - De Europese Bankenautoriteit (EBA) zou in deze colleges een bemiddelende (doch dwingende) rol spelen (met gedelegeerde bevoegdheden).
Financiering afwikkelingsinstrumenten (Art. 90 – 99)	<p>Hoe?</p> <ul style="list-style-type: none"> - Door de oprichting van (nationale) fondsen. Aan de banken wordt een verplichte bijdrage gevraagd op basis van hun verplichtingen en risicoprofiel. - De 27 depositogarantiestelsels zullen daarnaast financiering kunnen verstrekken voor de bescherming van kleine depositohouders.
garanties en compensatiemechanismen voor aandeelhouders	Principe: de betrokkenen mogen geen groter verlies lijden dan ze hadden geleden als de instelling volgens de toepasselijke insolventieregeling was geliquideerd

De omzettingstermijn van de richtlijn zou aflopen op 31 december 2014. Voor de bepalingen betreffende de inbreng van de particuliere sector wordt de omzettingstermijn op 1 januari 2018 vastgesteld.

Rechtsgrondslag

Artikel 114 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie (VWEU), dat handelt over de interne markt en het goedkeuren van regels die hinderpalen wegnemen die de werking van de interne markt bemoeilijken.

Bevoegde commissie(s):

- Commissie Financiën;
- Commissie Handels- en Economisch Recht

Bevoegde federale overheden:

- FOD Financiën;
- FSMA (Financial Services and Markets Authority), vroeger CBFA;
- Nationale Bank.

Intern Belgisch kader:

Deze ontwerprichtlijn beoogt de wijziging van de liquidatierichtlijn 2001/24/EG, de richtlijnen vennootschapsrecht¹ en de Verordening 1093/2010 (d.w.z. de Europese Bankenautoriteit – verordening).

Meerdere van deze richtlijnen resulteerden in wijzigingen van het Wetboek van Vennootschappen.

Subsidiariteitsadvies

Momenteel zijn de maatregelen om crisissen bij de banken tegen te gaan op nationale leest geschoeid en zeer uiteenlopend. Verschillen in nationale afwikkelingsprocedures kunnen leiden tot risico's voor de financiële stabiliteit. De Europese Commissie meent dat nationale maatregelen alleen niet volstaan om de doelstellingen te behalen die zijn vastgesteld door de richtlijn, nl. de harmonisatie van de reglementering en procedures met het oog op een ordelijke afwikkeling van bankfaillissementen.

De termijn om een advies over de subsidiariteit te verlenen verstrijkt op 29 september 2012.

In het kader van de politieke dialoog met de Europese Commissie (het Barroso-initiatief) kunnen steeds opmerkingen over dit document aan de Europese Commissie worden overgezonden. Dit is niet gebonden aan een termijn.

¹ Richtlijnen 77/91/EG (oprichting van de naamloze vennootschap), 2002/47/EG (financiële zekerheidsovereenkomsten wat gekoppelde systemen en kredietvorderingen betreft), 2004/25/EG (openbaar overnamebod), 2005/56/EG (grensoverschrijdende fusies van kapitaalvennootschappen), 2007/36/EG (uitoefening van bepaalde rechten van aandeelhouders in beursgenoteerde vennootschappen) en 2011/35/EU (fusies van naamloze vennootschappen).

Meer informatie:

Tekst van het ontwerp van richtlijn COM(2012)280

<http://www.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20120280.do>

<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2012:0280:FIN:FR:PDF>

Tekst van de MEDEDELING VAN DE COMMISSIE van 20 oktober 2010 "Een EU-kader voor crisisbeheersing in de financiële sector" (COM(2010)579):

<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2010:0579:FIN:NL:HTML>

Toelichting door de Europese Commissie over de "Bankenunie":

<http://europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=MEMO/12/413&format=HTML&aged=0&language=EN&guiLanguage=en>

Eurovoc-descriptoren:	Europese Unie, EG-richtlijn, Bank, Bankactiviteit, Interne markt, Bankbeleid, Economisch herstel, Economische recessie, Economische stabilisatie, Financiële instelling, Financiële interventie, Structurele aanpassing
------------------------------	---

Redactie: Roeland Jansoone, adviseur, tel. 02/549.80.93, roeland.jansoone@dekamer.be